

sauvetage de laquelle on réclame l'« austérité » de la part de ceux dont l'austérité est le lot depuis leur naissance jusqu'à leur mort.

Mais, ce sont là des indications qui seraient sans doute mal comprises par le « peuple souverain ». Cela aussi est réservé aux seuls privilégiés. Ils auraient pourtant tort de croire que rien ne bouge dans le monde. Ils feraient bien de regarder ce qui se passe autour d'eux : au nord, au sud, à l'est et à l'ouest. Sous la poussée même des forces économiques qu'ils ont mises en mouvement, une révolution générale, universelle, met en cause une civilisation capitaliste qui n'est plus à la mesure de la conscience humaine. L'idée d'indépendance, l'idée d'égalité, l'idée de justice, l'idée de sécurité et de paix ne sont pas qu'à la mesure des peuples et des nations, elles le sont également à la mesure de l'homme. Le mensonge de l'austérité, alors que le monde regorge de richesse, ne saurait être accepté. Et cela vaut pour les grandes collectivités. Mais cela vaut aussi pour notre gouvernement belge.

Les travailleurs n'acceptent et n'accepteront plus de se servir la ceinture pour permettre aux capitalistes de desserrer la leur.

Ils ne sont plus aussi bêtes.

Et ils se sont organisés pour se défendre.

Et ils sont bien décidés de se défendre.

Austérité ou pas austérité.

L'ETAT-VAMPIRE

Une fois de plus, la classe ouvrière se trouve placée devant des mesures légales dont les répercussions sur son niveau de vie seront très graves. Le projet de loi unique qui vise à la fois à mettre un peu d'ordre dans l'inextricable écheveau des lois, arrêtés, règlements, institutions, services et autres dispositifs et à remettre de l'équilibre dans les finances publiques, sera une loi comme les autres, qui n'aura d'autre vertu que de renforcer et d'encombrer davantage l'appareil de l'Etat au détriment des citoyens. Il n'en résultera aucune simplification, il n'en résultera aucun équilibre financier. Ce sera la pagaille comme avant, elle pèsera seulement un peu plus sur les épaules de ceux qui sont habitués à faire les frais de telles initiatives. Naïfs sont ceux qui croient que l'Etat est au service du citoyen, alors que de tous temps, c'est le contraire qui est d'usage. Et ce n'est pas la constellation ministérielle qui représente actuellement l'Etat qui y changera quelque chose.. Nous changerions d'ailleurs d'équipe que le résultat serait le même.

Une telle constance dans la fonction oppressive de l'Etat aurait dû éveiller la méfiance des opprimés à son égard et les pousser à en reviser les fondements. Eh bien, non. Ils s'en prennent généralement à ceux qui en assument provisoirement le pouvoir. Certes, la gestion peut être plus ou moins bonne, on peut plus ou moins équitablement en répartir les charges. Les gérants peuvent être plus ou moins honnêtes. Ce ne sont là, de toute évidence, que des différences mineures en regard des exigences incoercibles de l'Etat lui-même. Il est dans la nature même de l'Etat de s'étendre, de s'enfler, de s'introduire partout, de s'immiscer dans tout, d'interdire, d'autoriser, d'imposer, de contraindre, de juger, de réglementer, d'accaparer, de répartir, de brouiller et de débrouiller, d'instruire et d'abêtir, de ne laisser quoi que ce soit, dans n'importe quel ordre moral

ou matériel, qui puisse échapper à son intempestive ubiquité. Avec, évidemment, tout le dispositif administratif et exécutoire que requiert une pareille régence.

Depuis l'« Etat-c'est-Moi », tout en se dépersonnalisant, l'Etat s'est développé d'une façon monstrueuse et les charges qu'il imposait au temps de Louis XIV ne sont que bagatelles en comparaison de celles qui pèsent aujourd'hui sur l'économie générale des pays. Pour s'en rendre compte, il faut suivre, d'année en année, la multiplication des rouages administratifs, aussi bien que la progression du budget. Il n'est pas question d'accrocher ce dernier, comme le simple budget des travailleurs au frein de l'index-number. Il représente dans notre pays un bon quart du revenu national.

Au moment où le gouvernement et, disons-le, le Parlement, dont il est l'émanation, s'approprient à alourdir cette charge de quelques milliards de francs chaque année, il est peut-être nécessaire de se demander ce qui est à mettre en cause ? Le système ou ceux qui l'appliquent ? Est-ce l'Etat-vampire dont il faut se défendre, ou des ministres qui l'entretiennent ? Parce qu'on est en train de faire accroire qu'un simple changement de gouvernement arrêterait l'insatiable boulimie de l'Etat. Nous pourrions invoquer de nombreux précédents pour prouver que c'est une illusion bien vite dissipée par les faits. En général, un gouvernement de droite ne cède le pouvoir à un gouvernement de gauche que pour lui endosser des mesures qu'il ne peut imposer lui-même. Avec beaucoup de réalisme, une certaine presse financière a pu écrire cyniquement qu'il serait souhaitable de faire partager le pouvoir par l'opposition, parce qu'elle a une autorité sur la classe ouvrière. Et beaucoup d'indices nous permettent malheureusement de penser qu'il en serait ainsi, tout au moins pour ce qui concerne les mesures d'austérité.

Nous sommes donc d'avis, que ce qui est en cause c'est la charge de plus en plus insupportable de l'Etat. Mais l'Etat, c'est le gardien vigilant des intérêts de la classe dirigeante, de la bourgeoisie. C'est l'ensemble de toutes les institutions qui en forment à la fois la puissance et la raison d'être, le tout placé sous la caution morale de la Constitution. Et cette Constitution elle-même n'est autre chose que la charte de la classe dirigeante, c'est-à-dire de la bourgeoisie. Et ce serait une hérésie de prétendre que cet Etat puisse servir les intérêts des travailleurs. Parce que, dès l'instant où cet Etat et ses institutions menacent les intérêts de la classe dirigeante, celle-ci passe à la subversion, en substituant la force à la légalité qui met ses

intérêts en péril. Dès que l'usage démocratique du pouvoir menace les privilèges de classe, l'Etat change de forme et ramène l'ordre bourgeois. Au cours de ces quarante dernières années, quelques pays ont subi des transformations de ce genre, en passant de la démocratie à la dictature et au fascisme. Pour que l'Etat puisse changer de destination, il faut que préalablement s'accroisse une révolution sociale, qu'il s'agisse d'une suppression ou d'une substitution de classe.

Nous n'en sommes pas là. Et c'est pourquoi nous disons, ce n'est pas en changeant d'équipe gouvernementale que nous changerons sensiblement le problème de charges de plus en plus lourdes de l'Etat. Nous pourrions invoquer de nombreuses expériences récentes, où des gouvernements de gauche ont été contraints de pratiquer une politique de droite, sous peine d'avoir à déguerpir. Ce qui s'est d'ailleurs également produit. Car ce sont les classes dirigeantes qui imposent une politique, avec la permission de variantes plus subtiles que réelles.

Nous nous trouvons, à l'heure actuelle, devant de nouvelles exigences financières de l'Etat. Parce qu'en fin de compte, toutes les initiatives de l'Etat aboutissent à des charges financières. Elles seront particulièrement lourdes et abusives et frapperont, une fois de plus, les travailleurs, tant pour ce qui concerne les charges fiscales que les restrictions sociales. Ces mesures, la classe ouvrière refuse de les supporter. Elle n'a rien à voir avec un budget dit « de la défense nationale », elle n'a rien à voir avec les dépenses excessives faites en vue de préserver les intérêts de nos capitalistes au Congo, elle n'a rien à voir avec une diplomatie ruineuse pour la paix et pour nos finances, elle n'a rien à voir avec les largesses fabuleuses envers des personnages et des hauts dignitaires aussi inutiles qu'innombrables.

Mais cette position négative ne la dispensera pas de payer la note. Aussi est-elle, cette fois, carrément passée à l'action. Dans diverses régions du pays, toute la vie économique a été stoppée, d'abord pour une durée limitée, en manière d'avertissement. Puis, de façon permanente. Tantôt régionalement ou localement, ces arrêts de travail ont affecté des secteurs limités aussi bien dans les services publics que dans l'industrie privée. Deux grands ports, Anvers et Bruxelles, ont été bloqués. Ces manifestations de protestation étaient d'autant plus graves qu'elles n'étaient visiblement pas concertées, mais l'indice d'un réflexe spontané des travailleurs qui ne voulaient pas se laisser entraîner plus loin dans les charges d'un Etat qui engoulait plus de trente milliards de francs pour l'entretien de l'armée,

qui n'a d'autre utilité que d'enrichir ses fournisseurs et ses hauts fonctionnaires.. Il est clair que ces grands mouvements populaires qui agitent le pays auraient dû imposer à la haute direction syndicale, une prise en main et une coordination d'une grève générale nationale qui aurait paralysé complètement la vie économique du pays. Cette prise en main de ce mouvement ouvrier se serait produite si tous les dirigeants responsables s'étaient débarrassés de l'illusion d'une solution politique au problème des charges toujours croissantes de l'Etat. Sur les aspects politiques de la fameuse loi unique, il n'y a pas d'unité de vue, même au sein de chaque partie. Et ce serait folie de la part des travailleurs de s'en remettre aux politiciens pour se débarrasser des menaces de cette loi.

Face aux appétits de l'Etat, les travailleurs disposaient de deux solutions. La première, la lutte préventive en vue d'un retrait pur et simple du projet gouvernemental. La seconde, si cette loi funeste est votée, la lutte pour la récupération, par le salaire, des charges résultant de la ponction fiscale aussi bien que pour des compensations conventionnelles pour les atteintes aux prestations de la Sécurité Sociale, que ce soit dans le domaine des pensions, du chômage ou de la maladie.

NE L'OUBLIONS PAS...

La classe ouvrière de Belgique vient de vivre une des pages les plus exaltantes de son histoire. Plus d'un demi-million de travailleurs ont pratiquement stoppé la production dans les industries essentielles de notre économie durant trente-quatre jours. Quatre morts, des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations, plus de mille actes de sabotage. L'occasion pour la Justice (avec un J majuscule) de prouver qu'elle est toujours la vieille injustice et servilement au service des classes dirigeantes. Et cela dans le ciel serein de la prospérité capitaliste — voyez le Rapport de la Société Générale — et sans que les objectifs de cette colossale grève générale fussent apporter le moindre relèvement du standing aux travailleurs.

C'est il y a un mois à peine que s'éteignirent les dernières lueurs de cette flambée révolutionnaire et nous voilà déjà en plein baroud électoral. Il en reste, sur les panneaux publicitaires, une image à l'intention des électeurs timorés, celle d'un gréviste, ou supposé tel, brandissant devant un tramway aux vitres brisées, une brique rouge. Imagerie tendancieuse, car le personnage à la main écarlate n'est pas assez sot pour menacer une vitre qui n'existe plus, mais il vise une réalité autrement redoutable bien qu'elle ne paraisse pas sur l'affiche : la loi unique ou plutôt l'ensemble des mesures légales au moyen desquelles le gouvernement défunt entendait endosser à la classe ouvrière une série de mesures antisociales.

Il s'agissait bien de cela, ne l'oublions pas...

Et non pas du casse-pipe électoral...

Il y a un problème politique et c'est l'affaire des partis. Il y a des problèmes économiques, sociaux et syndicaux posés par la récente grève générale, ne les perdons pas de vue, ils sont de notre compétence. Il ne faut pas que la grève générale ait été une mesure pour rien. Elle demeurera, dans sa puissante virtualité, la manifestation la plus significative

de ce demi-siècle. Personne n'y croyait plus. La grève, la simple grève, locale, tournante, fractionnelle ou limitée, était déjà abandonnée par un grand nombre de dirigeants de la classe ouvrière, comme ne répondant plus à la psychologie des travailleurs « embourgeoisés », ni aux structures sociales et économiques paritaires. Bien mieux, nous avons entendu affirmer par une des sommités syndicales internationales que l'ère des revendications de salaire et de conditions de travail était révolue et que la classe ouvrière accédait à la gestion de l'économie. La grève appartenait à l'âge de la pierre du syndicalisme.

Nous savons bien qu'à la tête des grandes centrales, des grandes confédérations, il existe une catégorie de « bien nantis », pour qui les contrastes sociaux s'atténuent au fur et à mesure qu'ils gravissent les échelons de responsabilités qui conduisent aux grands organismes de collaboration. Il n'y a pas seulement les avantages matériels qui en découlent, mais il y a l'acceptation du jeu, l'intégration dans le système que ces organismes ont mission de préserver. Adaptation combien insidieuse, nuancée, qui modifie peu à peu non seulement le comportement, mais la mentalité même de ceux qui s'y prêtent.

Cette mentalité répond-elle à celle des travailleurs ? Sans hésitation aucune, nous répondons, non. S'il fallait une preuve à cela, les événements de décembre et de janvier derniers seraient là, irrécusables. Le test est formel, décisif : les travailleurs ne sont pas « embourgeoisés », leur conscience de classe est intacte, leur capacité de sacrifice est illimitée, leur idéal de justice sociale est aussi élevé qu'autrefois.

Que tous ceux qui ont pu en douter se rendent compte que le scepticisme est en eux et non pas dans la classe ouvrière. Cela suffira-t-il pour rectifier la position de certains dirigeants ? Espérons-le. Car cette grève générale marquera inévitablement un tournant. Il y aura des modifications à apporter, non seulement à la structure syndicale, mais aussi au comportement des dirigeants responsables. A ceux qui ne comprendraient pas, nous pouvons prédire de graves mécomptes. Il faudra que notre mouvement syndical reprenne son indépendance totale et de fait à l'égard des partis et des gouvernements, et que ses dirigeants renoncent au double mandat politique et syndical. C'est par là qu'il faut commencer. Ensuite, il faudra repenser le « syndicalisme », retrouver une doctrine de classe. Renoncer à cette illusion de devenir un partenaire à part égale du capitalisme, voire même à lui servir de gérant.

La grève générale a été une démonstration impressionnante

de la force ouvrière. Et pourtant, elle ne fut qu'à peine organisée, très mal préparée, contestée par les uns, mal défendue par les autres, n'engageant qu'une partie de la classe ouvrière et n'usant que partiellement de sa puissance. Les esprits clairvoyants comprendront que de telles forces coordonnées seront irrésistibles, parce que toute la vie économique et sociale — et la vie tout court — dépend des travailleurs et qu'aucune autre force ne saurait y suppléer. L'avertissement aura été salutaire et, à ce seul titre, tous ceux qui ont participé à cette gigantesque manifestation d'auto-défense peuvent être fiers et rassurés. Ils ont largement fait leur devoir.

Le mobile : retrait de la loi unique, n'a pas été atteint. Nous laisserons aux responsables de cet échec leur mauvaise conscience. En acceptant la discussion parlementaire de la loi, on en acceptait les conséquences. Il paraît que faisant ainsi on a sauvé les institutions démocratiques. Alors, à quoi bon protester ! Car, dans ce cadre, la loi unique devait nécessairement s'inscrire, puisque par le jeu « des institutions démocratiques » elle avait la majorité pour elle. Voyez résultats ! La loi unique a donc été votée. On s'est alors consolé, dans le camp anti-grève, en disant qu'elle ne serait pas appliquée. Et le gouvernement, ayant fait ce qu'il avait à faire, c'est fait hara-kiri. Trouvant pourtant, dans son agonie, l'obstinante volonté de promulguer un certain nombre d'arrêtés particulièrement odieux à la classe ouvrière, notamment en matière du statut des fonctionnaires, du contrôle des chômeurs et des malades, sans toucher, pour autant, aux dispositions fiscales combattues par le monde des affaires. C'est qu'ayant maintenant une clientèle électorale à affronter dans l'immédiat, chacun des compères veut pouvoir, à droite comme à gauche, se réserver la bonne part.

Pour ce qui nous concerne, nous demeurerons fidèles à nous-mêmes. Cette bataille électorale n'intéresse que chaque citoyen en particulier selon sa conscience. Mais ce qui nous intéresse, c'est la façon dont la nouvelle équipe gouvernementale appliquera ou n'appliquera pas la loi-cadre de M. Eyskens. Et d'avance, nous avons prévenu nos employeurs que, dans la mesure où nos intérêts seront engagés par les dispositions de la loi de malheur, c'est à eux que nous réclamerons les justes compensations.

Il y a eu la grève générale, Camarades, ne l'oubliez pas.

CROISSEZ ET MULTIPLIEZ !

Depuis quelques années, les sociologues, économistes, philosophes et politiciens ont redécouvert le problème démographique. L'accroissement de la population du globe terrestre nous fera bientôt courir les plus graves périls. Et les statisticiens de nous présenter des chiffres qui feraient frémir le vieux Malthus, s'il était encore de ce monde. D'après le bureau des statistiques de l'ONU, la population du monde serait de 2 milliards 905 millions d'humains. Par ailleurs, nous sommes informés de ce que les deux tiers des habitants de la terre souffrent de sous-alimentation. D'autres bureaux de statistiques se livrent à des évaluations peu rassurantes pour l'avenir. Il y aurait 6 milliards d'hommes avant l'an 2000, et trois fois plus cent ans plus tard. Et ainsi de suite, Voyez où ça nous mène... La terre ne pourrait fournir les subsistances nécessaires aux besoins d'une aussi proliférante humanité. C'est que la progression de la population est de l'ordre géométrique, alors que la progression de la quantité des subsistances nécessaires à l'homme est de l'ordre arithmétique.

Rassurons-nous ; ce n'est pas la première fois que l'on agite le spectre de la famine universelle. Vers la fin du 18^{me} siècle, nombre de philosophes et de sociologues, dont le plus célèbre fut Thomas-Robert Malthus, se penchèrent sur les perspectives plus ou moins lointaines de l'insuffisance alimentaire. Car, s'il est exact que, moins de deux siècles plus tard, les deux tiers de l'humanité souffrent de sous-alimentation, ce n'est pas à cause de la progression géométrique des populations, mais à cause d'une mauvaise répartition des biens de subsistance. Et pas seulement à cause d'une mauvaise répartition des biens de subsistance, mais encore bien plus par une limitation volontaire des moyens de production. Aucune méthode rationnelle n'a jamais été envisagée pour équilibrer la production et la répartition en fonction des besoins de l'humanité.

Et il est peu probable qu'on s'en inspire, car elle bouleverserait tout le système économique et social de notre société. Et la première constatation à faire c'est que, si les deux tiers de l'humanité souffrent de sous-alimentation, ce n'est pas à cause de la pénurie d'alimentation, mais c'est à cause du manque de moyens d'achat de ces deux milliards d'êtres humains. Car sous-alimentation = pauvreté.

Les exemples abondent où, même avec l'aide financière des Etats, des quantités astronomiques de nourritures et autres biens ont été volontairement détruites, au moment même où ces deux milliards de pauvres créatures souffraient de faim. Il s'agissait là de mesures économiques parfaitement licites et propres à consolider la richesse de ceux qui ont monopolisé la richesse. A côté de cette destruction « économique » des surplus, menaçant la stabilité des cours de bourse, il y a le gaspillage monstrueux de denrées par manipulations, transports, stockages, détériorations de tous genres. Et il faut y ajouter les destructions dues à l'existence et aux conditions d'approvisionnement des armées, ainsi qu'à la guerre. Il y aurait largement de quoi satisfaire les besoins de toute l'humanité si le problème de la production et de la répartition pouvait se résoudre à l'échelle de l'humanité et non à l'échelle du capitalisme.

Et c'est pourquoi nous ne sommes pas dupes des larmes de crocodile qui se versent le long des colonnes de la presse bien pensante sur l'« aide aux peuples des pays sous-développés ». Nous savons qu'à la base de cette campagne « de solidarité humaine », il n'y a le plus souvent d'autres objets que l'ouverture de nouveaux débouchés, de nouvelles sources de profits. Avec la préoccupation de résoudre le problème des moyens de paiement pour ces « pauvres populations sous-développées ». Industrialisation, dépossession des richesses naturelles, transplantations, comme ce fut le cas des innombrables coolies odieusement exploités dans les ports, dans les plantations.

Rendons toutefois hommage au bureau des statistiques de l'O.N.U. pour avoir projeté quelque lumière sur la monstrueuse inégalité dans le partage des richesses de ce monde. Ce sont, évidemment, les tenants de notre « civilisation » occidentale qui en détiennent la presque totalité et, parmi ces privilégiés, il y a des super-privilégiés. Exemple : le bureau des Nations-Unies nous apprend qu'il y a dans le monde 365 millions de postes de radio ; quatre pays, totalisant moins de 17 % de la population du monde, disposent de 70 % de ces radios et,

parmi ces quatre pays, il en est un, les Etats-Unis, qui ne compte que 6 % de la population du monde et dispose de 47 % de radios. Sur les 86 millions de postes de télévision qu'il y a dans le monde, quatre pays totalisant 16 % de la population en possèdent 82 % et, parmi ces quatre, les Etats-Unis en ont plus de 60 %. Il en est de même pour les automobiles, dont les Américains possèdent les 65 %, contre 22 % pour l'Europe Occidentale. Près de deux milliards et demi d'habitants des autres contrées se partagent les 17 % restants. Et il en est ainsi pour toutes les richesses.

Il n'est donc pas vrai que c'est l'accroissement de la population qui doit compromettre la subsistance de l'humanité. C'est, avant toute chose, la mauvaise répartition des richesses et le système de production des biens.

Malthus ne voyait qu'un correctif à ce qu'il appelait la loi de la population : le célibat. Selon lui, ne devaient se marier et avoir des enfants que ceux dont les revenus leur permettaient de les élever. D'une façon générale, les travailleurs, dont les conditions d'existence étaient très misérables à cette époque, ne devaient pas procréer. Il voyait un autre correctif à cette loi, c'étaient les innombrables fléaux : la guerre, la peste, la famine, les épidémies et maladies de toutes sortes, qui décimaient les populations. Et, il n'y a pas encore très longtemps que l'on considérait comme un régulateur, l'effrayante mortalité infantile parmi les populations « sous-développées ». Et c'est précisément parce que l'hygiène, le relèvement de la dignité humaine, la disparition des tabous, des superstitions, des guerres tribales ont mis un frein à la redoutable mortalité, que la population du globe s'accroît à un rythme toujours plus rapide.

Mais on néglige toujours de poser le problème sur ses véritables bases : instauration d'un régime économique et social répondant aux besoins de l'humanité en remplacement d'un régime inhumain du profit personnel. Car il ne suffira pas d'équiper industriellement des régions économiquement sous-développées, il faudra que les avantages de tels équipements soient exclusivement réservés aux habitants de ces régions et ne servent pas à un enrichissement plus grand encore des nations déjà sur-enrichies. Et, en voici un exemple actuel :

Au cœur de cette Afrique en proie à de profondes révolutions politiques, de vastes entreprises industrielles se sont concentrées dans les contrées recelant de grandes richesses naturelles. La plus favorisée est, sans nul doute, la province du Katanga, au Congo ex-belge. En plein cœur de cette terre,

dont la population indigène est cataloguée parmi les deux milliards de sous-alimentés du globe, s'est installé un complexe capitaliste d'une extraordinaire prospérité : l'Union Minière du Haut-Katanga, contrôlée à son tour par la Société Générale de Belgique. Au cours de l'année 1960, cette société a fait 2 milliards 372 millions de francs de bénéfices nets. Au cours de cette même année, la presse nous apprenait qu'en plus des massacres, la famine ravageait plusieurs provinces congolaises. Et nous savons que les travailleurs indigènes au service de l'Union Minière touchent des rémunérations qui ne leur permettent pas de s'élever au-dessus de l'animalité.

Ce ne sont donc pas les « investissements » étrangers — parce que c'est cela l'aide aux pays sous-développés — qui établissent avec la dignité humaine le droit au partage des richesses issues du progrès matériel et intellectuel. La sous-alimentation n'est pas le fait d'une insuffisance des « subsistances nécessaires à la vie », mais le fait de l'accaparement capitaliste de ces subsistances. Si les deux milliards d'affamés disposaient des moyens de paiement, ils trouveraient sans difficulté de quoi se nourrir et même de se gorger. Dans ce cas, on assisterait immédiatement à une mise en œuvre de nouveaux moyens de production, tant industriels qu'agricoles. Stimulés par de nouvelles sources de profits, les capitalistes desserreraient les freins qui limitent la production aux moyens actuels de paiement.

Et, pour ce qui concerne les dix-huit milliards d'humains de l'an 2100, ne nous cassons pas la tête. D'ici là, le monde aura évolué. La limitation de la population terrestre, au lieu d'être le fait d'épouvantables fléaux comme la famine, la peste, la guerre et autres calamités, sera sans doute le fruit d'une éducation rationnelle du couple humain. Ce qui se vérifie déjà dans les pays vraiment cultivés. La procréation consciente — et non pas la stérilité volontaire — maintiendra la population à un niveau raisonnable et compatible avec l'abondance pour tous, indispensable condition du bonheur et de la paix.

« Croissez et multipliez » oui, mais dans la volonté consciente et dans un monde où les richesses seront le partage de tous et non de quelques privilégiés.

LE FOND DU PROBLEME

Depuis quelques années, tous les pays producteurs traversent une ère de très grande prospérité économique. Ce n'est pas là, croyez-le bien, un effet du hasard, le jeu normal de l'offre et de la demande, le fruit naturel du système capitaliste. Il s'agit bien plus d'une création artificielle, d'un mirage, qui peut s'évanouir à tous moments, malgré les puissants régulateurs financiers et économiques qui s'efforcent de rétablir la conjoncture aux moindres signes de défaillance. C'est que les causes de cette prospérité ne sont pas naturelles, qu'elles sont d'origine spéculative et ne répondent ni aux aspirations sociales, ni aux besoins normaux des peuples. Il suffit de savoir que cette prospérité est basée, en ordre principal, sur les dépenses d'armement qui sont, de toutes les dépenses et du fait de leur absolue inutilité, les plus rentables, parce que les moins contrôlées. Il suffit de savoir que, rien que pour ce qui concerne les pays de l'Otan, les dépenses militaires de 1949 à 1962 s'élèvent à environ 43 trillions de francs ; que, pour la plupart des pays, ces dépenses représentent le quart de leur budget global et que les Etats-Unis y consacreront, pour l'année 1963, 74 % de leur budget, soit la somme astronomique de 3 trillions 424 milliards 869 millions de francs !

C'est, sur un tel « marché » que repose la prospérité économique actuelle. Et c'est aussi la raison pour laquelle le désarmement et la paix sont considérés comme les menaces les plus dangereuses et qu'il faut les écarter à tout prix. Et qui auraient déjà été éloignés par la guerre, si les conséquences de la guerre n'étaient pas encore beaucoup plus redoutables que les dangers de la paix.

Et c'est sans la moindre surprise que nous venons d'apprendre par la presse, que les hautes sphères politiques et économiques internationales ont décidé de chercher en commun une issue à cet insoluble dilemme. Le communiqué en

question mérite la plus grande attention, car il met à nu le fond du problème. Le voici :

« Des experts d'Union Soviétique, des Etats-Unis et de huit autres pays membres d'un groupe consultatif, ont rédigé, à New-York, dans un accord unanime, un rapport relatif aux conséquences économiques et sociales d'un désarmement.

» Ce rapport sera soumis à un Conseil économique et social, et à l'assemblée générale des Nations-Unies.

» Ce groupe d'experts institué par l'O.N.U. est composé de Soviétiques, Tchécoslovaques, Polonais, Indiens, Soudanais, Britanniques, Français, Pakistanais, Américains et Vénézuéliens. Une de leurs tâches essentielles est d'étudier « le problème du remplacement des dépenses militaires par des dépenses alternativement dans le secteur public et privé, afin de maintenir une demande forte et d'absorber les ressources humaines et matérielles retirées du domaine militaire. »

» On souligne que, dans ce domaine, les experts russes et américains sont d'accord. »

On ne pouvait plus clairement avouer que la guerre froide et l'armement constituent les éléments essentiels de la prospérité capitaliste. Mais on ne pouvait, non plus, mieux reconnaître qu'il est humainement impossible de persévérer dans une telle voie qui ne peut avoir d'autre issue que la guerre.

C'est vraiment du plus profond du cœur que nous souhaitons à cette commission d'experts de trouver les formules de reconversion pacifique, de les faire accepter et appliquer au plus tôt.

Mais le désarmement et la paix ne sont pas les seuls dangers qui menacent la prospérité capitaliste. C'est toute la structure économique qui manifeste d'inquiétantes menaces pour un très proche avenir. Et c'est encore des Etats-Unis que nous parvenons les informations alarmantes. Ce qui est en cause, c'est l'automation, qui tend à la fois à accroître considérablement la productivité des entreprises, et de réduire aussi considérablement le nombre des emplois. Pour nous, syndicalistes, ce danger n'est pas nouveau. Nous l'avons dénoncé depuis bien longtemps. Bien mieux, à l'encontre de certaines tendances intégrationnistes dans le monde ouvrier, nous n'avons pas abondé dans la formule : accroissement de la productivité égale plus de bien-être pour les travailleurs. Les quelques années qui nous séparent de la fameuse Déclaration Commune sur le partage de l'accroissement de la productivité ont suffisamment controuvé le leurre, pour qu'on n'en parle plus

quère. Les travailleurs n'ont pas partagé les bénéfices de l'accroissement de la productivité, mais ils en ont payé les lourdes charges, tant au point de vue de leur santé, de l'intensité du travail, que de l'allongement de leurs prestations. Il est possible que la masse des salaires ait augmenté, mais il ne s'agit pas d'une meilleure part du gâteau de la prospérité, seulement d'un sursalaire pour servitudes supplémentaires. Ne pas confondre !

Non seulement nous n'acceptons pas un retour au « sweating system » même new-looking, mais nous dénonçons les inévitables conséquences de l'application de l'automatisation au point de vue de la garantie d'emploi. Et voici que nous fait écho le personnage le plus autorisé des Etats-Unis, le président Kennedy lui-même, qui affirme que, pour occuper les travailleurs évincés par l'automatisation, il faudrait créer aux Etats-Unis 25.000 emplois nouveaux par semaine. Envisageant une période de dix années, le Président affirme qu'il faudra trouver chaque année 1 million 300.000 emplois nouveaux pour donner du travail à ceux qui en auront été privés du fait de l'automatisation. Ce qui nous donne le joli chiffre de 13 millions de licenciements en perspective. Et cela uniquement pour des raisons technologiques, en pleine prospérité capitaliste. Or, il existe actuellement déjà 6 millions de chômeurs en permanence aux Etats-Unis, depuis de nombreuses années. Et cela en dépit de la réduction du temps de travail.

Pour illustrer cette inéluctable détérioration de la situation sociale, dont les répercussions sur la conjoncture économique seront catastrophiques, on nous fournit quelques exemples. En 1961, les entreprises de chemins de fer ont gagné plus d'argent avec seulement deux tiers du nombre des ouvriers occupés il y a dix ans. En métallurgie, le même nombre d'ouvriers qu'il y a quinze ans, ont produit 17 % de plus d'acier. Dans les mines, il ne faut plus qu'un tiers des mineurs pour extraire la même quantité de charbon qu'il y a douze ans. Il en est de même dans toutes les industries, avec une intensité croissante dans les secteurs clef, occupant une main-d'œuvre considérable. Qu'on nous comprenne bien, nous ne sommes pas opposés — quant au fond — à l'accroissement de la productivité, au remplacement du travail humain par des commandes électroniques. Mais ce qui est en cause, ce n'est pas une position de principe, c'est une réalité économique et sociale. On ne transférera pas aux travailleurs évincés le salaire des robots. Les bénéfices de l'automatisation iront grossir les capitaux des compagnies industrielles et la perte d'emploi privera le

travailleur du seul revenu qui assure son existence : celui du travail.

Il ne faut jamais perdre de vue que la production capitaliste est axée sur le profit. Et seulement sur le profit. Si l'on substitue les relais électroniques aux commandes humaines, ce n'est pas pour « soulager la peine des hommes », c'est tout simplement parce que cette forme de production réduit les coûts de fabrication, facilite la concurrence et libère l'employeur de la pression sociale des travailleurs. Et il ne s'agit pas nécessairement d'accroître la masse des biens consommables. L'exemple le plus frappant est fourni par l'industrie sidérurgique américaine, largement automatisée, qui ne travaille qu'à 50 ou 60 % de sa capacité de production. Pourquoi ? Non parce qu'il n'y a pas de commandes, mais parce que, pour maintenir les hauts prix de vente, il faut raréfier la marchandise. Et c'est ainsi que cette politique de récession artificielle réduit les travailleurs intéressés à trois mois de chômage par an. Dans d'autres domaines, on rachète des entreprises dans le seul but de les fermer, de supprimer un producteur, cilleurs on brûle, on détruit, on dénature les marchandises et les denrées plutôt que de permettre à des centaines de millions d'hommes de les acquérir à plus bas prix.

Aussi, le mouvement syndical américain s'inquiète-t-il de cette incohérence du système, qui menace le monde du travail d'une catastrophe qui serait beaucoup plus grave que celle qui a débuté à Wall-Street, par l'effondrement des cours de la bourse, en 1929, provoquant une crise en chaîne, dont les répercussions ont été ressenties dans le monde entier et qui n'a été résorbée que dans la dernière guerre mondiale.

Menacée par l'offensive de la paix et par l'extension rapide du chômage technologique, l'économie capitaliste devra affronter des révisions profondes. Les grands responsables du mouvement syndical devront, eux aussi, et à l'échelle internationale, aller, cette fois, au fond du problème et choisir volontairement leur camp : pour la Paix et la Justice sociale ou pour le Chômage et la Guerre.

Cette fois, les avertissements sont venus d'en haut. Sachons les entendre.

LE TEMPS DE LA HONTE

Au début du mois d'août, la presse annonçait une nouvelle stupéfiante, celle de la mort d'un savant anglais affecté à un centre de recherches microbiologiques dépendant du Ministère de la Guerre de Grande-Bretagne. Ce savant avait succombé, sans aucune possibilité de secours, à la PESTE BUBONIQUE. Or, cette terrible maladie avait complètement disparu de nos contrées depuis plus d'un siècle. Aussi, durant QUELQUES JOURS, l'opinion publique a-t-elle témoigné les plus vives inquiétudes à l'occasion du retour de cet effrayant fléau qui décima, au moyen âge, plus d'un tiers de l'humanité. Le Ministre anglais de la Guerre fut obligé de passer aux aveux afin de mettre un terme à cet affolant suspense : il ne s'agissait pas d'un cas de contagion normale, mais d'un accident de laboratoire. Le redoutable fléau de la peste n'est donc plus un phénomène aveugle de la nature, mais il est devenu le diabolique produit de notre société moderne hautement civilisée.

Ainsi, vous et moi, nous tous, nous sommes obligés, par le trichement du fisc, de rogner sur notre nécessaire afin de permettre à l'Etat, sous le prétexte de recherches scientifiques, de payer des savants, d'équiper et d'entretenir des laboratoires aux seules fins de constituer des réserves de virus et de microbes des maladies les plus épouvantables qui aient décimé l'humanité : variole, peste, choléra et toutes autres maladies épidémiques, dont il ne faudrait que quelques centaines de grammes pour anéantir toute vie humaine sur notre planète. Il a fallu cet « accident » pour que l'opinion publique — ô démocratie ! — soit informée de l'existence d'un tel centre — il y en a évidemment d'autres — de recherches contre... et pour la guerre bactériologique.

Ainsi donc, il existe quelque part en Angleterre, à Porton — comme il en existe d'autres dans toutes les grandes et petites nations du monde — un centre scientifique où l'on

fabrique et où l'on stocke — dans le plus grand secret, car les malfaiteurs ont conscience de leur crime — les virus et les bacilles les plus redoutables en vue de la guerre de demain. Ce n'est pas neuf, d'accord. Et il est possible qu'on n'en fasse pas usage, d'accord. Mais on les a déjà utilisés. L'épidémie de « grippe espagnole », qui fit des dizaines de millions de victimes vers la fin de la première guerre mondiale, n'avait sans doute pas d'autres origines, et, plus près de nous, au cours de la guerre de Corée, il y eut de véhémentes protestations contre l'emploi d'armes bactériologiques à titre expérimental. Et, en dépit des dénégations, nous savons bien que les états-majors — et tous ceux qui directement ou indirectement vivent de la guerre — ne résistent et ne résisteront jamais à la tentation de se servir des armes les plus redoutables. L'emploi de gaz mortels, au cours de la guerre 1914-1918 ; les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, en 1945 ; les expériences au napalm et certaines « désintégrations » humaines, au cours de la guerre de Corée — il y a moins de dix ans — sont là pour démontrer que les militaires ne reculent devant aucune considération sentimentale ou humanitaire lorsqu'ils accomplissent leur métier, qui est de détruire et de tuer...

Mais il n'y a pas que les militaires qui soient responsables de ce crime collectif qu'est la guerre, pas plus que des formes hallucinantes des moyens de destruction et de mort. Il y a aussi les civils dont le « métier » n'est pas celui des armes. Il y a les « savants » qui se sont consacrés à la recherche de méthodes et d'engins de destruction et de meurtre toujours plus redoutables. Il y a d'autres civils, les gouvernants et leurs soutiens politiques qui, à l'heure suprême, ne pourront pas détourner la tête en disant « qu'ils n'ont pas voulu cela ». Il y a d'autres civils, les financiers, les industriels, les hommes d'affaires, les faiseurs d'opinion publique, tous ceux qui, moyennant argent, livrent l'humanité aux mortelles destructions. Il y a d'autres civils, les diplomates qui mènent l'infâme comédie des conférences inutiles, clament des professions de foi pacifiques, tandis qu'ils mettent tout en œuvre pour rendre la paix impossible, pour entretenir une psychose de peur et de haine, pour dresser les pièges où viendront se briser les meilleures initiatives, pour maintenir cette « guerre froide », dont ils tirent à la fois les privilèges d'argent et d'autorité en échange de leur abdication de conscience.

Ce temps est vraiment le temps de la honte.

Tout homme paisible et conscient a toujours condamné le mal et plus particulièrement le meurtre, individuel ou collectif.

Avec la nuance des nécessités de la lutte pour la vie. Ces nuances peuvent tenir compte de la rareté des biens ou de la difficulté de les atteindre. Lorsque la même dépouille est convoitée par plusieurs individus, pour lesquels elle est la seule chance de survie, il n'y a plus que l'instinct de conservation qui parle. C'est la loi de la jungle. Et même si c'est le meurtre qui décide, c'est la manifestation de l'irrépressible volonté de survivre. Pendant des dizaines, des centaines de millénaires, la lutte pour la vie a été intimement mêlée au meurtre de son prochain, dans l'inconscience et l'hébétéude de la barbarie. Nuance encore pour le rapt, le vol, l'assassinat pour l'appropriation de biens inaccessibles autrement.

Mais nous sommes au vingtième siècle, en plein régime d'abondance, où les possibilités de production des richesses sont illimitées — ou, plus exactement — le seraient, si les entraves du capitalisme étaient levées. Il n'y a plus l'excuse de la faim, du besoin, de la convoitise, même pour le superflu. Tout est là à portée de la main, avec toutes les ressources de la science, de la technique, de la machine, des réserves insoupçonnables des mers et des terres. Il n'y a plus l'excuse des famines occasionnées par les fléaux de la nature, nous sommes armés pour nous en garantir. Il n'y a plus de menaces comme celles qui faisaient trembler l'humanité désarmée. A notre époque, il n'y a plus aucune nuance qui puisse atténuer la responsabilité de ceux qui, à un titre quelconque, préparent, provoquent et déchainent la guerre.

Nous avons relaté, il y a quelques mois, la constitution d'une commission dans le cadre de l'O.N.U., chargée d'étudier les conséquences économiques et sociales d'un éventuel désarmement. Cette commission qui réunissait des spécialistes soviétiques, indiens, soudanais, britanniques, français, pakistanais, américains et vénézuéliens, a déposé son rapport au mois de février dernier. On a fait autour de ce document une parfaite conspiration du silence. La presse, toujours à l'affût de sensationnel, n'en a pas parlé, sinon d'une façon très laconique. C'est beaucoup moins intéressant que les cuisses ou la poitrine de l'une ou l'autre star de cinéma. Pourtant, il s'agissait là d'un document vraiment « sensationnel » pour l'édification des hommes. Mais c'est certainement pour cela même qu'Argus a détourné les yeux.

Ce rapport extrêmement modéré constate que les dépenses militaires totalisent, pour tous les pays du monde, la coquette somme de 120 milliards de dollars, soit 6 mille milliards de francs belges. Disons, en passant, qu'il s'agit des budgets de

1959 à 1960. Depuis, ce chiffre a été très largement dépassé, puisque le seul budget militaire des Etats-Unis pour 1963 s'élève à 3.425 milliards de francs et représente 74 % du budget total de l'Etat. Mais, même cette somme de 6 trillions de francs est, à proprement parler, inimaginable. Elle représente environ 8 à 9 % de la production des biens et services du monde entier. Elle est à peu près égale aux deux tiers du revenu national de tous les pays sous-développés (près de deux milliards d'individus). Elle est à peu près égale à la valeur des exportations annuelles mondiales de toutes les matières premières.

L'affectation d'une telle somme à des fins pacifiques et sociales ouvrirait enfin l'âge d'or de l'humanité sur la terre.

Mais en plus de la dissipation, à tout le moins inutile, de cette somme astronomique, il y a le détournement, au moins aussi inutile et pernicieux, d'une quantité énorme d'énergie humaine. Le rapport estime à 20 millions le nombre des hommes sous régime militaire, et à 30 millions, le nombre des travailleurs civils occupés dans la production militaire. Mais de tels chiffres sont beaucoup trop optimistes, et il faudrait les doubler pour approcher de la vérité.

Le rapport s'attache tout particulièrement à ce qui était son rôle : examiner les répercussions d'une reconversion financière et économique suite au désarmement.

Rien qu'aux Etats-Unis, « l'arrêt des dépenses militaires mettrait 1.230.000 ouvriers en chômage, dont les quatre cinquièmes seraient licenciés dans l'industrie de guerre (100 %), l'aéronautique (90 %), la radio-électronique et les constructions navales. En outre, 2.500.000 militaires et 790.000 employés civils de l'armée seraient rendus à la production pacifique. Soit : 4,5 millions de personnes, ou 6 à 7 % de la main-d'œuvre nationale se trouverait sans emploi ». Mais il suffirait « d'augmenter pendant la période de désarmement les dépenses de l'Etat ou privées de 1 % seulement pour que l'emploi reste au même niveau ». Les effets du désarmement seraient surtout sensibles pour les jeunes Etats indépendants qui représentent les deux tiers de la population de notre planète. Selon le rapport, « les dépenses militaires de tous les Etats du monde sont au moins de cinq fois supérieures aux investissements annuels de tous les pays sous-développés ». On peut imaginer qu'en affectant ne serait-ce qu'une partie de ces dépenses à l'équipement industriel de ces pays sous-développés, on faciliterait grandement l'épanouissement d'une économie propre, qui compléterait leur indépendance politique par leur indépendance économique

et financière. Enfin, et pour ne pas envisager tous les aspects bienfaisants du désarmement pour toute notre humanité, soulignons ces réflexions des experts :

« Le niveau des dépenses militaires ne représente pas seulement un grave danger politique, mais impose aussi à la plupart des pays un lourd fardeau économique et social. Il engloutit une partie immense des ressources humaines et matérielles qui pourraient servir à assurer le mieux-être économique et social dans le monde entier, aussi bien dans les pays industriels évolués qui assument actuellement la plus grande partie des dépenses militaires mondiales, que dans les régions moins évoluées... »

« ... En fin de compte, le désarmement permettra à chaque pays de hâter les cadences des investissements et d'adapter avec plus de plénitude ses capacités de production aux besoins de la population et aux exigences de la croissance économique.

» Le groupe consultatif est arrivé à la conclusion unanime que tous les problèmes et toutes les difficultés de la période transitoire consécutive au désarmement pourraient être résolus par des mesures nationales et internationales appropriées. Il est donc certain que l'utilisation à des fins pacifiques des ressources qui servent actuellement aux besoins militaires peut s'accomplir à l'avantage de tous les pays et conduire à une amélioration des conditions économiques et sociales dans le monde. Le désarmement général et total serait une bénédiction pour le genre humain. »

Trop de déceptions nous interdisent de placer de grands espoirs dans les vertus pratiques d'une telle commission d'experts et du rapport extrêmement intéressant qu'ils ont élaboré pour l'O.N.U. Il suffit de suivre les déplorables dérobades de Genève et les provocations journalières des grandes chanceleries pour craindre que cette si intéressante initiative d'enquête sur les conséquences du désarmement universel ne constitue rien de plus qu'une nouvelle manifestation de l'hypocrisie. Les conclusions toutefois ont posé un dilemme très précis :

La paix et le bonheur universel par le désarmement total...

ou

La peste, la bombe atomique et la désintégration ?

Nous en sommes là, en ce temps de la honte...

« Le Syndiqué du Livre », 19^e année, n° 9, septembre 1962.

A BAS LA GUERRE !

Hier soir, nous nous sommes mis au lit étreint par une sourde inquiétude. M. Kennedy avait mobilisé, pour minuit, toutes les instances dirigeantes et responsables des Etats-Unis pour leur faire des révélations fracassantes et leur faire connaître des décisions redoutables dans leurs conséquences internationales. Selon la meilleure tradition yankee, il s'agissait du « biggest suspense in the world ». En cause : Cuba. Et, pendant des heures, nous sommes demeurés les yeux ouverts, cherchant vainement l'aide du sommeil pour échapper aux sinistres souvenirs de la guerre.

Ce matin du 23 octobre 1962, les chiennes d'enfer étaient à nouveau déchaînées et hurlaient à la mort sur toutes les ondes de l'univers. Simples menaces encore, pocker de fous sur le fil de l'épée, mais combien provocatrices et démentielles, que la moindre maladresse, la moindre perte de sang-froid, le moindre défi de colère peut transformer en réalité. Et quelle réalité !

Tout a été dit ou, tout au moins, il a été dit assez pour que personne n'ignore que la guerre mettrait cette fois en cause la survivance même de l'humanité. La guerre serait un génocide à l'échelle de l'espèce et de l'univers, car les hommes qui échapperaient à l'effroyable hécatombe causée par les bombardements atomiques sur toutes les surfaces habitables de la terre — et ils pourraient même se chiffrer par centaines de millions — ces survivants seraient voués à la plus épouvantable des déchéances organiques, à la plus hallucinante des agonies, aux insurmontables problèmes de la nourriture sur une terre et des océans mortellement imprégnés.

Personnellement, nous avons connu deux guerres mondiales, sans compter les innombrables autres, fragmentaires, tactiques, d'entretien et d'expérience, bancs d'essai pour charognards, ayant quand même coûté chacune d'innombrables vies humaines, d'incroyables destructions et des souffrances

sans nombre. Mais, c'est directement que nous avons connu deux guerres mondiales, celles de 1914-18 et de 1939-45, qui ont plus particulièrement ravagé notre vieux continent du sud au nord et de l'est à l'ouest. Et nous avons encore devant les yeux la cauchemaresque vision des carnages, des atrocités, de la rapide substitution de la bestialité meurtrière à la conscience humaine, de la destruction totale chez les classes dirigeantes de ce dont cinquante siècles de civilisation et d'innombrables penseurs, poètes et artistes avaient enrichi l'âme humaine.

Nous avons vu le fer et le feu disperser, anéantir, les richesses, les biens, les fruits de l'effort de plusieurs générations de travailleurs et de savants. Nous avons vu arracher l'homme des bras de l'épouse, l'enfant des bras de la mère pour en combler les charniers de la guerre. Nous avons connu le dénuement le plus profond, l'appauvrissement le plus sordide, tandis que tous les biens de l'abondance étaient inutilement engloutis sous les décombres des villes effondrées, quand ils n'étaient pas tout bonnement abandonnés au pourrissoir de l'incurie des intendants. Pendant que les spéculateurs de tout poil s'engraissaient de cette lamentable et tragique misère.

Mais nous avons également vu, hélas, dès le lendemain de ces effrayantes épreuves, les hommes s'empressement de relever les ruines, mais encore de redresser les institutions responsables de leurs malheurs récents, de renforcer les pouvoirs, regarnir les arsenaux, payer de leurs privations des instruments de mort perfectionnés, accepter, sans la moindre objection, les mensonges les plus grossiers de la part de ceux qui, tout au long de l'histoire, les ont toujours menés vers les abattoirs de la gloire. Car l'homme est affligé de la plus décevante cécité de l'esprit, celle de l'oubli. Avec, pour clore ce maudit demi-siècle, les effrayantes dévastations des fusées allemandes et des bombes américaines sur Hiroshima et Nagasaki.

Et voici qu'à nouveau, après des années et des années de menaces, d'invectives et de provocations, d'amoncellement d'armes de plus en plus redoutables, d'excitations haineuses, voici qu'apparaît l'image hideuse de la guerre. Dans la nuit de l'histoire, nous avons déjà entendu la voix de ces sinistres hérauts de Bellone, qu'ils s'appellent César, Napoléon ou Hitler, leur nom importe peu, ils ne font qu'accomplir une mission qui découle comme une inéluctable fatalité de l'existence même d'un régime social. La société trouve toujours l'homme pressentiment providentiel. Et nous ne songerons pas à mettre en cause M. Kennedy, pour ses redoutables imprécations. Ce qui

est en cause c'est, d'une part, un système économique et social pour lequel la guerre constitue un irremplaçable élément de prospérité, c'est, d'autre part, l'existence d'une formidable machine de destruction, l'une étant intimement liée à l'autre.

L'information — malgré ses insuffisances dans ce domaine tabou — nous a renseignés que les armes atomiques actuellement stockées par les deux blocs antagonistes représentent une puissance de destruction égale à celle de plusieurs milliards de tonnes de T.N.T. De quoi détruire toute l'humanité, de quoi anéantir toutes les grandes agglomérations du monde, de quoi imprégner mortellement la terre, de quoi empoisonner les océans et même désintégrer la planète. Un tel danger devrait exclure tout recours à la violence pour résoudre n'importe quel désaccord. Et c'est bien pour cela que l'on a créé, à l'échelle internationale, des cours de justice, des institutions pare-chocs, dont l'Organisation des Nations-Unies, dont l'impuissance est malheureusement aussi totale que celle de la défunte Société des Nations. Cet échec découle de la pression permanente des impératifs économiques de chacune des nations membres de l'organisation internationale. Et il en sera ainsi aussi longtemps que ce vingtième siècle n'aura pas adapté les incommensurables progrès de la technique et de la science à des progrès parallèles dans le domaine de la morale humaine et de la justice sociale. C'est-à-dire aussi longtemps que les compétitions capitalistes conditionneront les rapports entre les hommes et les nations. Car nous pouvons toujours répéter avec Jean Jaurès : « Le capitalisme porte la guerre en son sein, comme la nuée porte l'orage ».

Pour l'instant, nous ne savons quelles seront les conséquences des mesures insensées annoncées cette nuit par le président Kennedy. Elles sont prises dans un moment particulièrement survolté par une longue campagne d'excitation collective contre le monde communiste, par la déception de Washington à propos des témoignages spectaculaires d'amitié de l'Algérie — c'est-à-dire de l'Afrique — envers Cuba, par l'ouverture d'une campagne électorale qui sera entièrement axée sur la « chasse aux sorcières », enfin, par la nécessité de promouvoir une recrudescence de la politique de surarmement afin de parer aux menaces d'une récession économique, et mille autres implications qui toutes ont pour but d'envenimer la situation.

Et c'est dans l'énormité même de l'abus, de l'arbitraire que réside l'espoir qu'il ne s'agit, une fois de plus, que d'une nouvelle formule de guerre froide, d'une colossale intimité-

tion. Et que ceux qui sont nommément visés au travers du prétexte de Cuba conservent leur sang-froid.

De toute façon, l'alerte aura été chaude. Et nous espérons bien qu'elle ouvrira les yeux à tous ceux qui, volontairement ou involontairement, se bercent de l'illusion de la guerre imposable. La guerre est peut-être impensable, tant elle éveille de répugnance et d'horreur, mais elle est hélas possible. Il suffit d'un acte de folie personnelle ou collective pour que tout cet immense arsenal de meurtre et de destruction entraîne la plus irrémédiable des catastrophes.

Et cette menace persistera aussi longtemps qu'il existera un soldat, un fusil, une bombe, qu'elle soit thermonucléaire ou non. Il n'y aura de chances de paix que lorsque les travailleurs auront imposé le désarmement intégral, universel et contrôlé. L'homme n'est plus à l'époque de la caverne, il ne peut plus, il ne doit plus être un loup pour l'homme. Que tous les travailleurs du monde se libèrent de leurs prisons nationalistes et qu'ils se tendent fraternellement la main.

A BAS LA GUERRE !

(23 octobre 1962).

LE MAINTIEN DE L'ORDRE

Empressons-nous de poser la question : « De quel ordre s'agit-il ? »

Car l'Etat dispose d'un arsenal impressionnant pour assurer l'ordre : codes civil, criminel, militaire. Il n'est que de « subir » la montagne babylonienne du Palais de Justice de Bruxelles pour être convaincu que l'ordre est assuré. Armée de magistrats, débout et assis, tribunaux de tous ordres, greffiers, huissiers, prisons et autres établissements de « redressement ». Policiers, avec ou sans uniforme, mouchards et provocateurs anonymes, gendarmes à cheval, à pied, en blindés, disposant de toutes les techniques modernes de dépistage, de déplacement et de répression. Et, pour les grandes occasions, il y a toute l'armée de terre, de l'air et de mer. Non, non, l'ordre ne court aucun danger. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit dans les projets de loi dits « pour le maintien de l'ordre ».

L'ordre qui ne doit pas être troublé, c'est l'ordre social, c'est l'ordre capitaliste. Dans les nouvelles structures économiques et commerciales, il faut éliminer jusqu'aux moindres incidences subversives. Pas d'échec au jeu capitaliste. Cette tendance n'est pas neuve. Nous allons voir. Nos gouvernements, qu'ils soient de droite, de gauche ou de centre-droit, ne font que suivre bêtement des pratiques qui remontent à l'époque de l'accession de la bourgeoisie au pouvoir.

A mesure que la bourgeoisie grandit dans la société comme une force sociale et politique, elle se montre plus impitoyable envers tout ce qui peut entraver sa tendance à l'accaparement. Et ses nombreux soulèvements contre les entraves de l'Eglise et de la noblesse, aussi bien que ses violences contre la plèbe, démontrent qu'elle n'avait pas, en ces temps reculés, les mêmes conceptions quant au maintien d'un ordre qui n'était pas le sien.

Ce grand respect de l'ordre lui est venu, lorsqu'à la faveur

de la Révolution de 1789, elle a accédé à la direction de l'Etat. Et un de ses premiers actes politiques fut dirigé contre les travailleurs susceptibles, par leur union, de troubler « son » ordre. C'est par la fameuse loi Le Chapelier, astucieusement placée sous le signe de la Liberté — avec une majuscule — que la Convention supprima toutes les associations entre gens de métier. Evidemment, ces ancêtres de notre bonne classe dirigeante étaient aussi moins délicats dans le choix des moyens. Ils ne se bornaient pas à « entraver » l'action des organisations ouvrières, ils les supprimaient, tout simplement. Ces audaces doivent faire pâlir de dépit les Gilson et autres « partisans » de l'ordre... Le décret du 17 juin 1791 était formel autant que concis : « Si des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, établissent entre eux un accord sur le prix de leur travaux, leurs délibérations seront déclarées anticonstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la Déclaration des Droits de l'Homme. »

Déjà, alors, et il en fut sans doute ainsi tout au long de l'histoire, l'a-b-c du maintien de l'ordre, c'était l'art de passer une camisole de force à la classe besogneuse. Napoléon Bonaparte, consul, devait couler cette pratique en décrets. Ils constituaient les articles 414, 415 et 416 du Code Pénal Napoléon. Prenons les deux derniers :

« Art. 415. — Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre ou d'y rester avant ou après de certaines heures et, en général, pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins à trois mois au plus. LES CHEFS OU MOTEURS SERONT PUNIS D'UN EMPRISONNEMENT DE DEUX A CINQ ANS.

» Art. 416. — Seront aussi punis de la peine portée à l'article précédent, et après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions, ou toutes prescriptions sous le nom de damnations ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres. Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après expiration de leur peine, ETRE MIS SOUS SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE PENDANT DEUX ANS AU MOINS ET CINQ ANS AU PLUS. »

S'ajoutait à cela toute une série de mesures administratives et de surveillance, comme l'obligation du livret et de la crédibilité du patron contre l'ouvrier.

L'ordre était ainsi solidement établi. Et, avec des variantes plus formelles que réelles, les décrets répressifs de Napoléon devaient se transmettre jusqu'à nos jours, à travers toutes les structures superficielles de la société : monarchie, empire, république. C'est qu'au fond, rien n'était changé quant à la nature fondamentale de l'ordre à maintenir. Alors, comme aujourd'hui, il s'agit de défendre le capital contre le travail. Et on doit admettre que cette compétition ne disparaîtra qu'avec le régime social qui la provoque.

Ces dispositions répressives à l'égard des travailleurs n'ont jamais empêché ceux-ci de s'unir, de se défendre et, parfois, de vaincre. Il suffit de suivre l'évolution sociale pour s'en rendre compte. Toute force appelant son contraire, c'est l'excès même de l'injustice sociale qui a provoqué l'union des travailleurs, sur tous les plans et sous toutes les formes, nationalement et internationalement, posant, dans le cadre de la Première Association Internationale des Travailleurs les bases révolutionnaires de la classe ouvrière.

Il y a cent ans de cela. Et, en face d'une telle prise de conscience des travailleurs, les décrets antigèves étaient de peu de poids. Et la bourgeoisie l'a très bien compris à l'époque, car c'est devant cet élargissement du procès capital-travail qu'elle va reculer. Et, pour ce qui concerne la Belgique et la France, ce sont les travailleurs du Livre qui précipitent la retraite stratégique. Et cela vaut la peine d'être rappelé.

Malgré les interdictions de coalition, nos confrères français, sous des formes adaptées aux circonstances, avaient poursuivi leur résistance à toutes les attaques patronales contre leurs conditions de travail. Au cours des années 1861-62, celles-ci furent assez vives dans la région parisienne, à la suite d'une revendication d'augmentation des salaires, certains patrons répondent en congédiant les ouvriers typographes pour les remplacer par des femmes au tarif réduit de 30 %. Grèves, arrestations, condamnations. En dépit de cette rigueur, de nouvelles grèves éclatent, nouvelles poursuites, nouvelles condamnations. Appel, contre-appel. Intervention de Napoléon III, qui finit par grâcier les condamnés. Cette prise de position impériale, l'agitation qu'elle suscita parmi la classe ouvrière, furent les causes déterminantes de l'abrogation des fameux articles 414, 415 et 416 du Code Pénal. Et, le 25 mai 1864, une nouvelle loi reconnaît explicitement le droit à la coalition, mais place

entre les mains de la justice une arme nouvelle pour « maintenir l'ordre ».

Le droit de la coalition est reconnu, mais sera puni de prison et de l'amende « quiconque, à l'aide de violences, voies de fait ou manœuvres frauduleuses aura amené ou maintenu une cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du Travail ».

Pour ce qui concerne la Belgique, ce sont également des grèves, déclenchées en 1863-64 par l'Association Typographique de Bruxelles, qui vont activer l'abrogation des articles répressifs du Code Pénal, que nos constituants bourgeois de 1830 avaient repris de l'héritage de la classe dirigeante hollandaise. Le conflit de salaire avait poussé un patron imprimeur à constituer un cercle patronal, dont les membres s'étaient engagés à ne pas embaucher les ouvriers désignés sur une liste comme grévistes. L'Association répliqua immédiatement par une nouvelle grève. Vingt-sept de nos membres furent entraînés en correctionnelle. Et, à peine les poursuites étaient-elles engagées, que notre Association décidait une nouvelle campagne pour les salaires. Selon la tradition, les travailleurs du livre firent une grande agitation autour de cette bataille sociale. Ils provoquèrent des interpellations au Parlement. Tant et si bien que le procès, fixé au 5 août 1865, fut remis au 13 décembre, puis au mois de juin 1866. Entretemps, l'agitation sociale obligea les Chambres à abroger également les dispositions scélérates antigréves. Cinq de nos dirigeants furent néanmoins condamnés, non plus pour le crime de coalition, mais en vertu de la nouvelle formule pour le « maintien de l'ordre » : atteinte à la liberté du travail.

Voici, d'ailleurs, la teneur de l'article 2 de cette loi de 1866 :

« Sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 1.000 francs ou de l'une des deux peines seulement, toute personne qui, dans le but de faire la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte à l'exercice de l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions quelconques, soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler.

» Il en sera de même de ceux qui, par des rassemblements près des établissements où s'exerce le travail ou près de la demeure de ceux qui la dirigent, auront porté atteinte à la liberté des maîtres et des ouvriers. »

Que ce soit sous le régime de l'interdiction ou sous celui de la liberté « conditionnée », le comportement de l'Etat est toujours resté le même. Avec ou sans la sanction de la loi : répression proportionnelle au danger à éviter ou au but à atteindre. Et c'est ainsi qu'avant comme après l'abrogation des décrets napoléoniens, c'est dans le sang, dans la prison, dans la persécution, que les gouvernements ont « maintenu l'ordre ». Faut-il évoquer des noms : Damprémy, Montigny, Sercing, Frameries, Gand, Louvain, Bruxelles...

Depuis cent ans, il s'est opéré une évolution profonde dans les mœurs. Entre les deux classes opposées, on a feutré les abîmes, on a jeté des ponts, on a institué des organes de régulation, au point qu'on feint d'admettre l'idée d'une collaboration, basée sur des intérêts communs. Mais il en faut si peu pour que tout ce mirage s'évanouisse, remettant à nu l'irréductible opposition des intérêts contradictoires. Exemple : la grève générale de 1960-61.

Et voici qui réapparaît le souci de renforcer l'arsenal antigrève de l'Etat. Articles 420, 421, 422, 424, amendés de telle ou telle manière — et l'on se demande quels sont les « syndicats » qui « insistent pour que la durée de la peine ne dépasse pas un mois » ? —, c'est la même guerre des classes qui continue.

L'ordre bourgeois est resté le même qu'au début du XIX^e siècle. Ce qui importe, c'est que la classe ouvrière ne se laisse pas désarmer dans sa conscience et dans sa volonté. Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, le syndicat est l'instrument révolutionnaire de la classe ouvrière. Il doit le demeurer ou le redevenir. Il ne peut pas être intégré dans l'ordre capitaliste. Et c'est en retrouvant une doctrine de classe, avec un ordre de justice sociale, qu'il retrouvera la route de l'histoire qui est celle de l'émancipation de la classe ouvrière, et de l'humanité.

L'ORDRE CAPITALISTE

Nous vivons dans un monde où l'on se paie volontiers de mots. Et de mots qui ne veulent rien dire, ou qui peuvent désigner des choses absolument contradictoires, aussi contradictoires que le vieux slogan républicain : « Liberté, Egalité, Fraternité » que l'on peut lire au-dessus du portail des prisons françaises. Il en est ainsi de l'Ordre. L'ordre suppose l'harmonie, le libre équilibre des hommes et des choses, une absence totale de contrainte, de violence, d'autorité. En bref, un état naturel et social qui prévient le « désordre ». Voilà l'Ordre, le vrai. Mais ce n'est jamais de cet état édénique qu'il s'agit lorsqu'on invoque ce mot. N'oublions pas que c'est au nom de l'ordre que l'on a exercé les pires violences au cours de l'histoire.

C'est pour rétablir l'ordre que Mussolini massacre les militants ouvriers et transforme l'Italie en une vaste prison. C'est pour rétablir l'ordre que Hitler instaure la terreur sanglante du nazisme en Allemagne, avant de lancer ses hordes sur l'Europe pour y implanter son ordre. C'est pour établir l'ordre que Franco noie dans le sang la jeune république espagnole. Comme c'est pour défendre l'ordre que pendant quatre ans le monde a été la proie de la plus effroyable extermination. Et c'est encore pour sauver l'ordre que les coins les plus reculés de notre planète sont aménagés pour la destruction atomique de l'humanité.

Peut-il y avoir mensonge plus sordide ? Cet ordre que l'on prétend instaurer ou défendre, c'est très exactement l'image du désordre. C'est un état de choses à la base duquel il y a la violence, l'injustice, la compétition, la rapine, le tout seulement enrobé d'hypocrisie, parfois de terreur politique.

Si nous serrons de plus près cette notion de l'ordre, nous constatons, de plus en plus clairement, qu'il s'agit d'un ordre social, très particulier, de l'ordre capitaliste. Schématiquement, la société est formée de deux classes fondamentales, l'une possédant les moyens de production et d'échange, l'autre ne

possédant que sa force de travail. Entre ces deux classes aux intérêts directement opposés, aucune harmonie n'est possible, la lutte est permanente, tantôt latente, tantôt active, mais toujours présente. Entre elles, l'équilibre provisoire n'est qu'un rapport de forces.

La grande préoccupation de la classe possédante est d'affaiblir la capacité de résistance des travailleurs. D'autant plus que ceux-ci ont considérablement augmenté leurs moyens de défense et de conquête par leur union au sein d'organisations syndicales de plus en plus puissantes. Comme base de défense, la classe possédante dispose de l'Etat, c'est-à-dire d'un ensemble d'institutions juridiques, culturelles, militaires qui la protègent contre tout ce qui peut la menacer et, en tout premier lieu, contre la classe ouvrière. Et il arrive cependant que, jugeant cette protection insuffisante, cette classe possédante viole sa propre légalité pour instaurer un régime d'oppression et de violence. Au cours de ces dernières années, nous avons connu plusieurs exemples de subversion bourgeoise dans un grand nombre de pays. Et il est remarquable que le capitalisme menacé appelle de plus en plus les militaires à son secours. Et c'est l'indice que les moyens habituels de persuasion ont perdu leurs vertus auprès des dupes et qu'il faut recourir à la force.

Le recours à la force est d'ailleurs le dernier refuge pour un régime social. C'est l'aveu public de son incapacité à instaurer son propre fonctionnement. Il suffit de considérer la situation économique des régimes de force, comme l'Espagne, pour comprendre que le capitalisme doit rechercher une assiette démocratique pour se développer. C'est fort bien de plumer la volaille, mais il ne faut pas la faire crier. Alors, il y a la voie du renforcement de la loi et de l'autorité de ceux ou de celui qui l'appliquent. Nous voyons ainsi se développer, toujours dans le cadre de la démocratie, le régime « présidentiel ». Ce n'est pas l'empire, ce n'est pas la monarchie, ce n'est pas la dictature : c'est tout cela à la fois, sous un masque d'hypocrisie. Le dernier exemple en date est celui de la France, avec son président plébiscité Charles de Gaulle, monarque sans couronne, mais authentique représentant des puissances d'argent menacées.

C'est également au nom de l'ordre — « Je veux sauver la France » — que, depuis son accession au pouvoir, il a tout mis en œuvre pour désarmer la classe ouvrière, sans parvenir pour cela à prévenir les luttes revendicatives. Et voici que se déroule en France une épreuve de force qui ne met pas seulement aux prises les travailleurs avec leurs employeurs, mais également

avec l'Etat. De Gaulle dispose de lois dites « pour le maintien de l'ordre », dont les fameuses réquisitions de grévistes.

On connaît les données du conflit : disparité toujours plus grande entre les salaires et le coût de la vie, en dépit d'un accroissement considérable de la productivité. La guerre sociale sévit à l'état endémique, dans une période de grande prospérité économique qui devrait précisément permettre de satisfaire les aspirations de la classe ouvrière. Cette fois, ce sont les mineurs qui revendiquent et se heurtent à l'intransigeance des compagnies houillères. A l'ordre de grève des syndicats, le gouvernement a répondu par la réquisition. A la réquisition, les grévistes ont répondu par le mépris. Les C.R.S. occupent les charbonnages qui sont ou déserts, ou occupés par des travailleurs qui font la grève sur le tas. Et, pour la première fois, les porions et les ingénieurs épaulent, non seulement les revendications des grévistes, mais prennent position pour le droit de grève. Bien mieux, à travers la France, la classe ouvrière tout entière se range aux côtés des mineurs et menace le fonctionnement de la machine économique par des grèves de solidarité.

Le Général n'avait pas compris que le pouvoir personnel, avec ou sans panache, est impuissant à prévenir la poussée de toute une classe sociale vers la justice distributive.

A défaut de Général, nous avons aussi nos liberticides qui mettent tout en œuvre — également dans le cadre de la démocratie — pour désarmer la classe ouvrière devant ses exploités. Tout comme en France, nous connaissons la menace d'une législation antigrève — comme si celle qui existe n'était pas suffisante. Heureusement, tout comme en France, nous avons une classe ouvrière qui réagit vigoureusement contre cette tentative de régression sociale. C'est que chaque travailleur a compris qu'il s'agissait ici de la revanche de la bourgeoisie après l'épreuve de 1960-61. Bien qu'elle n'ait pu empêcher le passage des projets Eyskens, la grève générale a démontré que la classe ouvrière disposait d'une arme sociale irrésistible. C'est également la seule arme valable qu'elle possède : celle de refuser son exploitation. Ne pas la laisser émusser, ni par la force, ni par la persuasion, voilà le devoir de tout notre mouvement syndical. Voilà, de toute façon, notre position. Nous avons toujours dit non, et nous continuerons à dire non à toute restriction du droit de grève, à toute législation répressive en matière d'exercice du droit de revendication.

C'est pourquoi, nous disons NON aux projets actuels de loi antigrève, sur le maintien de l'ordre... capitaliste.

« Le Syndiqué du Livre », 20^e année, n° 3, mars 1963.

PROSPERITE = AUSTERITE OU LES MYSTERES DE L'INFLATION !

Il faut croire que la jobardise fait des ravages dans certaines cervelles, puisque depuis des mois se poursuit une campagne alarmiste en faveur d'une pause sociale, indispensable mesure pour préserver la prospérité économique. Cependant, toutes les statistiques sont concordantes : d'année en année, notre revenu national augmente. Et c'est probablement pourquoi, la F. I. B., prise de vertige, agite la menace d'inflation devant la prétention des travailleurs de bénéficier d'une minime partie de cette persévérante prospérité. Toutes les tribunes lui sont ouvertes pour influencer l'opinion : la presse, évidemment, et particulièrement la presse financière, mais aussi les bureaux ministériels, mais encore le Conseil National du Travail et, de surcroît, les tête-à-tête avec les hautes instances syndicales du pays. Ce chantage à l'inflation ne s'adresse, évidemment, pas aux banquiers, aux industriels, aux innombrables parasites qui grouillent et s'engraissent entre la production et la consommation, pas plus qu'il ne s'adresse à l'insatiable boulimie de l'Etat. Les coupables, ce sont les producteurs, les travailleurs qui ont l'audace de vouloir améliorer leurs conditions d'existence, ou, tout au moins, de maintenir leur sécurité d'emploi et le pouvoir d'achat de leurs salaires. Parce que, même le rattachement des salaires à l'index, malgré toutes ses insuffisances, est dénoncé comme fauteur de la vie chère et d'inflation.

Nous avons trop souvent fait ici la démonstration de la valeur très discutable de l'indice mensuel des prix de détail pour la recommencer. Les meilleures formules de compensation sur la base de l'index sont toujours insuffisantes. Mais, même dans le cas où cette récupération serait intégrale, elle ne ferait que refléter une situation, dès lors immuable. Le pouvoir d'achat du salaire serait aujourd'hui exactement ce qu'il était en juillet 1914. Alors qu'il est impossible de faire un rapprochement, même en pensée, entre ces deux époques, au point de vue de l'accroissement de la productivité, des richesses accumulées, des connaissances acquises, des charges publiques, des

notions de droit social et, d'une façon générale, de l'état d'avancement de la civilisation.

A aucun moment, la classe ouvrière n'a accepté de limiter son droit à une immobilisation d'un certain standing de vie. Eh ! bien, même cette réparation partielle de la détérioration du salaire, la F. I. B. prétend la supprimer. Et pourquoi se gênerait-elle ? N'assistons-nous pas à une intégration de plus en plus complète du mouvement ouvrier — tout au moins de sa direction — dans le système capitaliste ? Croire qu'une telle intégration puisse se faire au profit des travailleurs est une hérésie qui leur réservera les plus amères désillusions. Pour la classe possédante, tous les droits ; pour la classe ouvrière, tous les devoirs. Voilà le partage que nous réserve la formule moderne de collaboration des classes.

Et toute la campagne alarmiste de la F. I. B. pourrait servir d'illustration à cette affirmation. Comment ! Tant sur le plan intérieur qu'extérieur, notre économie est en expansion constante, les bénéfices avoués des sociétés progressent d'année en année et, au moyen du frein de « la programmation économique et sociale », on prétend écarter la classe ouvrière de sa part des richesses acquises par son travail. On prétend même lui interdire les mesures indispensables pour garantir dans l'avenir sa sécurité d'emploi.

Au lendemain de la dernière guerre mondiale, un de nos amis avait illustré de la façon suivante la détérioration de la valeur de la monnaie en France — et cela vaut, évidemment, aussi pour la Belgique :

» 1913 : le bon temps, 10.000 fr. = 500 louis d'or. De quoi vivre deux ans ;

» 1918 : la Victoire ! 10.000 fr. = 180 louis. De quoi vivre chichement un an ;

» 1928 : le « franc quat-sous », 10.000 fr. = 100 louis. De quoi vivre chichement six mois ;

» 1936 : le « franc élastique », 10.000 fr. = 70 louis. De quoi vivre chichement quatre mois ;

» 1943 : sous la botte, 10.000 fr. = 3 louis. De quoi vivre chichement deux mois ;

» 1944 : Libération ! 10.000 fr. = 2 louis. De quoi vivre chichement un mois ;

» 1947 : ... ? 10.000 fr. = ? louis. Prix d'une concession temporaire dans un cimetière de banlieue. »

Nous avons, nous-même, fait quelques réflexions du même genre, en nous basant sur le minimum des salaires de 1914 et les prix relevés sur le catalogue d'un grand magasin de l'épo-

que. Il en résultait que le salaire hebdomadaire d'un ouvrier typographe était de 36 fr. 60, ce qui lui permettait de s'habiller complètement, linge, chapeau, cravate et chaussures compris et de s'offrir, en plus, un voyage de plaisir à Anvers. Aujourd'hui, avec ces 36 fr. 60, notre typo pourrait tout juste s'offrir un mouchoir de poche. Et, avec son salaire barémique actuel, il pourrait peut-être s'acheter un mauvais costume de confection en simili-ersatz de coton dans un Pribas quelconque.

Et la F. I. B. voudrait accréditer l'idée que cette dégradation de la valeur de la monnaie est l'œuvre de la classe ouvrière qui, par ses exigences salariales et sociales, aurait déclenché cette diabolique spirale des prix qui monte, qui monte et ne s'arrêtera sans doute jamais.

Les dirigeants de la F. I. B. savent bien que les travailleurs — qui sont les seuls à produire de la richesse, ne l'oublions jamais — ne sont pour rien dans cette inflation permanente qui n'est qu'une inévitable conséquence du système capitaliste. Car les salaires et les charges sociales — qui ne sont que du salaire dilué — ne constituent qu'une partie, souvent très faible des prix de fabrication. En réalité, l'inflation se nourrit de tout le désordre du régime économique, se gonfle de toutes les charges parasitaires, de tous les moyens d'achat sans contrepartie productive — ce qui est la caractéristique fondamentale du système capitaliste. Même dans les coûts de production, les salaires n'apparaissent que d'une manière modérée, ainsi qu'en attestent les statistiques établies par le Bureau de Programmation Economique :

	%
Agriculture, sylviculture, pêche	6,75
Industries alimentaires	9,72
Charbonnages	72,05
Coke et gaz	11,86
Electricité	21,02
Pétrole	7,89
Bois, papier	38,03
Cuir, textile	33,54
Matériaux de construction	30,52
Chimie	25,08
Sidérurgie	18,58
Métaux non ferreux	19,19
Fabrications métalliques	34,63
Industries diverses	17,17
Construction	22,84
Transports et communications	12,03

Commerce	20,47
Services financiers	53,87
Pouvoirs publics	92,89
Services divers	30,41

Les industries graphiques sont comprises dans la rubrique « Industries diverses » et nous n'avons aucun chiffre spécifique pour elles. Et sans doute, la part de la main-d'œuvre varie-t-elle d'une catégorie à l'autre et peut-être même d'une entreprise à l'autre. Mais en avançant le chiffre de 35 %, nous serrons de près la réalité.

Les salaires rattachés à l'index ne précèdent jamais la hausse des prix de détail, mais les suivent avec un appréciable retard et d'une façon toujours insuffisante. Nous savons aussi que tout mouvement de salaire se trouve dans la facturation passablement grossi de pourcentages pour frais généraux et bénéfices.

Nous avons d'ailleurs un bon baromètre pour mesurer la valeur compétitive des salaires pratiqués dans notre pays, c'est notre commerce extérieur. Voyons encore les statistiques :

Nous avons exporté en	En milliards de francs
1958 pour	150,—
1959 pour	164,—
1960 pour	188,—
1961 pour	196, 5
1962 pour	216, 2
1963 pour	241, 8

Quant aux bénéfices des sociétés belges par actions :

Ils s'élevaient en	Millions
1956, à	20.739
1959, à	18.647
1960, à	22.284
1961, à	24.853
1962, à	27.768

S'il y a inflation c'est bien sûr, dans les coffres des brasseurs d'affaires. Ceux-ci ne sont pas assez cornichons pour relier leurs surbénéfices au char rampant de l'index. Et, que notre économie soit en récession ou en expansion, l'austérité n'est jamais pour eux. Leurs hypocrites lamentations, dont la F. I. B. se fait le tragique écho, ne parviendront pourtant jamais à couvrir la voix de la justice sociale qui condamne un régime économique et social qui dénie aux travailleurs le partage de la prospérité.

« Le Syndiqué du Livre », 21^e année, n° 3, mars 1964.

LA DESHUMANISATION

Dans l'échelle de grandeur des êtres vivants, c'est l'homme qui occupe un sommet d'une telle élévation qu'il peut, sans commettre le péché d'orgueil, prétendre appartenir à un règne supérieur au règne animal. Cette place éminente qui lui permet d'asservir la nature il la doit à son intelligence. Aucune autre espèce animale n'est parvenue à se créer artificiellement des conditions d'existence qui la mettent de plus en plus à l'abri des contingences redoutables de la Nature. Il est aisé de se représenter ce que deviendrait l'humanité si un quelconque phénomène la privait tout à coup de cette intelligence qui fait à la fois sa grandeur et sa sécurité. Mais cette précieuse faculté ne peut se maintenir ou se perfectionner que par un usage ininterrompu. Quelqu'un a défini l'intelligence comme la faculté de tirer parti de l'expérience. C'est par l'usage permanent de la raison, de la critique, de la comparaison, de l'analyse de toutes les formes de la pensée que se développe l'intelligence. Qu'une collectivité d'hommes, ou toute la race humaine renonce à l'usage des règles d'or de la raison, et tout ce qui fait la grandeur de la civilisation s'effondre, disparaît, l'homme retourne à sa faiblesse originelle et redevient la proie facile d'une nature aveugle et impitoyable.

Si cette règle est valable dans l'absolu, elle l'est aussi dans le relatif. Tout ce qui entrave le libre exercice de la raison rabaisse le niveau d'intelligence de celui qui en est l'objet. Or, nous évoluons très rapidement vers une forme de civilisation où l'homme n'aurait plus à faire usage de ce qui caractérise sa personnalité intellectuelle. Normalisation, rationalisation, standardisation, automation, le tout en fonction de l'accroissement ininterrompu de la productivité. Nous l'avons dit : l'homme n'est fort que par son intelligence qui lui a permis d'aller au-delà de sa faiblesse est d'asservir la nature. Mais, voici qu'à son tour, il risque d'être asservi par une force qu'il a créée lui-même

et que bientôt — nouvel apprenti sorcier — il ne sera plus à même de contrôler. Et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, il subira la loi des robots auxquels il aura abandonné une part d'intelligence qui sera perdue pour lui-même, puisque c'est l'« autre » qui pensera pour lui.

« Poussez sur le bouton, la machine fera le reste ». N'est-ce pas merveilleux ? Eh, bien, non, ce n'est pas merveilleux, parce que si nous ne devons plus rien faire, ne prendre plus aucune initiative, n'encourir aucune responsabilité, ne plus étudier aucun problème, ne prendre d'autre peine que de « pousser le bouton », nous nous dépouillerons peu à peu de notre personnalité propre. Et nous risquons de retomber dans l'imbécillité primitive, tandis que les robots deviendront de plus en plus « intelligents ». Ils n'en tireront ni joie, ni peine, étant des créatures artificielles privées de sentiments. Et, qui sait, ces robots finiront par se reproduire eux-mêmes, grâce à une élite humaine, peu nombreuse, celle des technocrates, dont l'intelligence restera toujours en éveil.

Mais, trêve de plaisanterie. Le problème de l'automatisme est une réalité, ce n'est pas de la science fiction. La société moderne est confrontée avec les répercussions sociales de l'application de l'automatisme dans un certain nombre d'industries. Et, de deux choses l'une : ou bien cette société s'adapte à cette nouvelle forme de production « sans travailleurs » ; ou elle connaîtra la plus redoutable des contradictions sociales et économiques. C'est que notre société est constituée par deux classes : l'une qui possède les moyens de production et d'échange ; l'autre, qui ne possède que sa capacité de travail. Pour cette dernière, le travail, l'emploi, conditionne son existence. Lui supprimer cette source de revenus, c'est aussi lui supprimer la vie. Discutant, il n'y a guère, avec un patron imprimeur au sujet des exigences salariales de son personnel, il me lança cette menace : « On se passera bientôt des ouvriers ! ». Ce n'était pas une boutade. A côté de l'évolution très rapide des techniques de production, il existe un certain état d'esprit parmi les employeurs, un désir d'échapper aux prétentions ouvrières. Lorsque toute la production sera assurée par des relais électroniques et coordonnée par un ordinateur, il suffira de « presser le bouton ». Plus de contrat collectif, plus de salaires, il suffira de modifier quelques roues dentées pour accélérer sans cesse la vitesse de la machine. Plus de bavardages, plus de retards, plus de service social. Et, si malgré tout, il fallait maintenir quelque survivant de cette race préhistorique des ouvriers qualifiés, il n'aurait d'autres initia-

tives à prendre que celle d'être modeste et content de son sort.

Cette déshumanisation de la production en est encore à ses débuts. La haute conjoncture économique ne permet pas non plus d'en juger les effets. En plus, le maintien des marchés artificiels, comme celui des armements et de ce que l'on appelle « la recherche scientifique », sans oublier le développement hypertrophique du secteur tertiaire, tout cela rend difficile l'établissement de données prévisionnelles. Mais le dilemme est posé : ou la société évolue parallèlement aux nouveaux modes de production, ou le monde court à la catastrophe. En plus des centaines de millions d'hommes qui peuplent les continents inévolusés et non équipés pour l'absorption de cet immense marché de la main-d'œuvre, il y a déjà des millions de travailleurs réduits au chômage technologique. Au rythme du progrès de la technique et en l'absence d'une politique de réhumanisation de la production, nous nous trouverons très bientôt dans un climat social très semblable à celui que nous avons connu de 1930 à 1940 et qui a donné naissance à la fois au fascisme et à la guerre.

Qu'on y réfléchisse : la véritable productivité, c'est celle qui se fait au profit de l'Homme.

NOTRE PREMIER MAI 1966 !

Née dans l'impitoyable lutte des classes, la tradition du Premier Mai n'a perdu ni sa valeur symbolique ni sa raison d'être. Avec la montée puissante de la sève du printemps, la conscience humaine s'ouvre au souffle vivifiant du renouveau. L'appel de la vie, c'est aussi l'appel de la justice, de la bonté, de la générosité. Il était dans l'ordre de la Nature, que tous ceux qui souffrent, qui peinent, qui désespèrent, répondent aux injonctions de l'espérance. Car, le printemps, le retour à la vie, après les rigueurs de l'hiver, la généreuse poussée des sèves et l'éclatante beauté des fleurs, tout cela est également valable pour la créature humaine.

Et c'est pourquoi, le Premier Mai, c'est surtout et avant tout, le jour de la Réparation. Bien avant sa promotion internationale, ce jour était consacré au bonheur et à l'amour. Et lorsque plus tard les luttes engendrées par l'esclavage industriel se multiplièrent dans le monde entier, le Premier Mai devint le signe de ralliement de tous les exploités de la terre. C'est une mer, un océan de révolte contre l'injustice sociale qui coule de Paris à New York, de Chicago à Londres, de Madrid à Saint-Petersbourg, le plus souvent rougi du sang des martyrs.

En cette fin du XIX^{ème} siècle, les travailleurs du monde entier ont trouvé la voie de leur émancipation : « Prolétaires de l'univers, unissez-vous ! ». Non pas pour « Fêter le travail », mais pour se libérer de leurs chaînes. C'est le jour où « le monde va changer de base », comme la terre morte de l'hiver, devient la glèbe féconde du printemps.

Et quels que soient les revendications, le lieu et le temps, c'est toujours le grand symbole de l'esclave qui brise ses chaînes qui s'attache aux manifestations du Premier Mai. Et, après avoir tenté d'étouffer dans le sang cette révolte des opprimés, les classes possédantes auront beau l'accaparer, le

dénaturer et en faire une « Fête du Travail », elles ne réussiront jamais à effacer le sens véritable dans la conscience des travailleurs.

Et cela aussi longtemps qu'il y aura des riches et des pauvres, des exploités et des exploités.

Notre Premier Mai reste celui de l'émancipation totale de l'humanité, de la paix entre les hommes et de la fraternité.

*
**

Il y aura bientôt quatre-vingts ans que le congrès international de Paris fixa le jour du Premier Mai pour l'organisation simultanée d'une manifestation mondiale des travailleurs. Sans doute, les conditions d'existence des travailleurs — et aussi celles des non-travailleurs — ont-elles beaucoup changé. En bien ? En mal ? En dépit des apparences, le sage s'abstiendra de se prononcer.

Deux forces poussent irrésistiblement dans le sens du progrès social : tout d'abord, celle de la classe ouvrière organisée qui lutte sans repos et sans merci pour élever son standing d'existence ; ensuite, l'irrépressible besoin d'expansion de l'économie capitaliste. Il ne suffit pas de produire, il faut vendre, et il faut toujours produire davantage et vendre davantage. On a beau investir des milliers de milliards dans les brouillards de Vénus ou dans les cendres de la Lune, la prolifération des capitaux est telle que le régime se détruirait lui-même par saturation si les réinvestissements devaient se ralentir. Et c'est pourquoi, il faut sans cesse créer des besoins nouveaux, fussent-ils inutiles ou nuisibles. Et c'est une course sans fin où les chances ne seront jamais égales, car celui qui produit, qui travaille, ne pourra jamais consommer tout ce qu'il produit. On ne lui donnera jamais les moyens du rachat intégral. Tout le drame de l'exploitation capitaliste tient dans l'importance de cette part de la production que le travailleur ne peut racheter par son salaire. Et si les conditions d'existence entre les travailleurs de 1896 et ceux de 1966 sont réellement différentes, c'est parce qu'on lui a inoculé une quantité de besoins dont la satisfaction contribue à la prospérité générale. Dans les pays à grande densité de population, comme la Belgique, la classe ouvrière représente 60 à 70 % des consommateurs. Ce qui n'était pas le cas il y a quatre-vingts ans, et ce qui n'est pas encore le cas dans les pays sous-développés.

Mais l'état de besoin reste le même. Proportionnellement,

la part du produit du travail que l'ouvrier ne peut racheter avec son salaire, non seulement est restée la même mais, le plus souvent, elle s'est agrandie. Et, de part et d'autre de la barrière sociale qui sépare les classes, la lutte pour la conservation ou la restitution de cette part devient de plus en plus impitoyable. D'autant plus que l'Etat s'accapare de la plus grande part de ce gâteau. Nous sommes toujours aussi loin de la justice sociale que ne l'étaient nos compagnons de la fin du XIX^{me} siècle.

*
**

Et nous sommes encore beaucoup plus éloignés du respect — à défaut d'amour — du prochain. Deux guerres mondiales, se soldant par des centaines de millions de morts, l'anéantissement d'incalculables richesses publiques ou privées, le développement de la haine et de la cruauté. Pour aboutir à la plus hallucinante criminalité collective : fascisme et nazisme, qui ont ravalé l'homme à un niveau de bestialité beaucoup plus bas que celui des monstres les plus sanguinaires de la création. Joli bilan de notre civilisation...

Et nous voici engagés sur le chemin de la destruction intégrale.

Depuis Hiroshima et Nagasaki, brûlés comme des torches en l'espace de quelques secondes, avec leur population d'enfants, de femmes et de vieillards, avec leurs animaux familiers, avec leurs fleurs et leurs fruits, avec tout ce qui fait la vie douce aux innocents, dans la seule intention de frapper le monde d'épouvante et d'imposer ainsi son hégémonie universelle. Depuis ce jour, nous assistons à une course frénétique, insensée, entre les « grandes » puissances pour s'assurer le monopole d'engins de destruction de plus en plus effroyables qui paralyseraient le reste du monde de terreur. La bombe nucléaire d'Hiroshima, comparée à celles qui encombrant par milliers les arsenaux atomiques, n'est qu'un jouet d'enfant. Les cent mille morts de la ville martyre ne sont rien à côté des montagnes de cadavres que provoquerait une bombe de vingt mégatonnes en explosant au-dessus d'une de nos grandes capitales. On ne rappellerà jamais assez l'horreur criminelle de ces engins qui peuvent à chaque moment s'abattre sur n'importe quelle population du globe.

Au cours de la guerre 1939-45, un millier d'avions transportant chacun quatre bombes d'une tonne d'explosif ont anéanti les trois quarts de la ville de Hambourg, causant la mort de 75.000 de ses habitants. Il faut avoir vu ces villes détruites sys-

tématiquement pour avoir conscience de l'horreur. C'était là le travail de quatre mille tonnes d'explosifs. Essayez donc d'imaginer à quel anéantissement serait voué un territoire touché par une de ces bombes de vingt mégatonnes, dont la puissance est égale à vingt millions de tonnes d'explosifs. Cela représente une puissance vingt mille fois plus grande que celle des quatre mille bombes d'une tonne, transportées par mille avions au-dessus de la ville de Hambourg. Or, il existe probablement vingt mille de ces bombes de par le monde. Sans compter les centaines de milliers d'autres engins nucléaires de moindre puissance !

Sans doute, agite-t-on, de temps à autre, la menace de cette inimaginable puissance. Mais on s'incline, on accepte, parfois même on justifie. Les uns, parce que le militarisme et les dépenses d'armement sont à la fois sources de profit personnel et de sécurité pour leurs privilèges de classe. Les autres, par veulerie ou par lâcheté. Chacun sait que les armements sont parfaitement inutiles devant la menace atomique, mais on continue à astiquer les boutons de cuivre des tuniques. Ces armements coûtent des milliers de milliards chaque année et cette somme astronomique suffirait à créer un équilibre social à travers le monde entier. Mais, toujours aussi hypocritement, on excite la sensibilité des gens sur la famine aux Indes et ailleurs, en même temps qu'on tolère, quand on ne la provoque pas, la destruction des productions excédentaires d'aliments et de biens d'équipement, ainsi que le gonflement toujours accru des budgets militaires.

Et c'est aussi contre cette déshumanisation de notre société que nous manifestons ce Premier Mai.

*
**

La prospérité du régime capitaliste passe par la guerre.

Cette vérité devrait être gravée en lettres de feu dans la conscience de tous les hommes. N'oublions jamais la parole fameuse de Jean Jaurès : « Le capitalisme porte la guerre en son sein, comme la nuée porte l'orage ». Et nous ne nous étonnerons plus, dès lors, que le pays où le système capitaliste est le plus développé : les Etats-Unis, est aussi le pays où la puissance militaire est devenue l'instrument indispensable de la prospérité. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que 60 % du budget total de cet Etat, sont destinés à des fins militaires, soit une somme d'environ 70 milliards de dollars par an.

Et c'est ce marché fantastique de la conquête et de la mort qui est devenu la condition de la richesse des Etats-Unis. Des commissions officielles internationales ont recherché des formules de reconversion des industries de guerre en industries de paix et ont proposé des solutions, sans parvenir à convaincre les puissances financières et militaires qui tirent le plus grand profit de cette monstrueuse institution.

En ce Premier Mai, nous devons manifester énergiquement contre un système politique et économique dont l'existence est conditionnée par l'accaparement des biens et des énergies au profit de l'oppression et de la guerre.

N'oublions pas que depuis la fin de la dernière guerre mondiale, les massacres n'ont pas cessé dans toutes les parties de notre globe. Partout où s'est allumé l'incendie et le massacre, nous avons retrouvé la même main criminelle : celle des capitalistes américains. Que ce soit en Corée, au Congo, à Saint-Domingue, en Chine. En aucun cas, ils ne toléreront que la paix s'établisse dans le monde, car ce serait l'effondrement de leur puissance financière. Ils ont truffé le monde entier de leurs engins de guerre, dont ils sont seuls à garder les commandes. Car ils se considèrent d'ores et déjà comme les maîtres du monde. Et la manifestation la plus odieuse de cette criminelle oppression universelle, c'est la guerre qu'ils font en ce moment au peuple vietnamien, sous l'hypocrite prétexte de le libérer. En réalité, comme l'écrivait le « Daily Express » de Londres, « le Vietnam est un laboratoire de guerre », où les Etats-Unis préparent et expérimentent les armes les plus atroces, dont ils se serviront demain contre d'autres peuples qu'ils désirent asservir, et contre nous, en fin de compte.

Notre Premier Mai est une manifestation en faveur de la Justice sociale, de l'Egalité, de la Liberté, mais aussi en faveur de la Fraternité humaine, pour la Paix du monde.

LES TUEURS EXAGERENT...

Plus personne — sauf Spaak — n'est dupe des protestations pacifiques du gouvernement américain en ce qui concerne l'aide technique accordée au Vietnam du Sud dans sa lutte contre « l'envahisseur » vietcong. La C.I.A. a beau arroser les consciences vénales de l'Europe et des autres continents, c'est avec un dégoût de moins en moins dissimulé que le public se détourne d'une politique qui est la dégradation de l'humanité. A toutes les ouvertures, tentées par les hommes les plus éminents, en vue de la recherche de conditions de paix, les Etats-Unis répondent par l'affirmation qu'ils sont prêts à engager immédiatement le dialogue, à la CONDITION que... Et cette condition est toujours une condition qu'elle soit inacceptable par celui qui est victime de l'agression. Et de triompher, en endossant à l'adversaire la responsabilité de l'échec de sa tentative de paix. Ou bien encore, on s'enfonce un peu plus avant dans l'escalade en accentuant les bombardements au-delà de la limite conventionnelle de la belligérance. Et c'est ainsi qu'au lendemain de la « trêve », M. Johnson livre une grande partie de la côte du Vietnam du Nord à l'extermination à la fois par la flotte, autorisée à violer les eaux territoriales et même à remonter les rivières, ainsi qu'à l'aviation de bombardement. Et, puis, avec le plus beau sourire aux lèvres, les commis-voyageurs du Pentagone et de la Maison Blanche affirment que leurs maîtres seront sensibles à toute offre de règlement raisonnable...

Et cela se poursuit ainsi depuis plusieurs années, sans qu'aucune nation ose intervenir pour arrêter le bras du tueur. Les diplomates yankees sont accueillis dans toutes les chancelleries. Chacun sait que c'est une provocation permanente et humiliante pour tous, que c'est une sorte de jeu, de manifestation de volonté de puissance. Que c'est le chantage de la peur. Et c'est aussi pourquoi, les Etats-Unis ont vraiment perdu

la face devant la conscience mondiale. Peut-être raisonnent-ils comme ce crétin richissime qui disait : « Je suis assez riche pour me payer les amis de mon choix. »

Mais ce jeu criminel nous mène où ? Je dis « nous » parce que ce n'est pas une affaire entre les Etats-Unis et quelques millions de malheureux. C'est une affaire qui porte en elle — de toute façon — le danger d'une nouvelle guerre mondiale. L'énerverment gagne déjà les Américains eux-mêmes, qui commencent à parler ouvertement de « déclaration de guerre ». Prise de température d'une population psychiquement stérilisée ? Ou nouvelle manœuvre de pocker ? Sans doute, le Pentagone ne désespère-t-il pas de pouvoir aller jusqu'au bombardement atomique et avoir ainsi la preuve que le monde est mûr pour accepter l'hégémonie du néo-colonialisme américain.

Nous trouvons dans la presse un communiqué qui nous apprend que Richard Russel, (pas confondre), président de la commission sénatoriale de l'armée, a déclaré devant le Sénat américain, que « chaque ennemi tué dans la guerre du Vietnam, coûtait environ 300.000 dollars, soit plus de 15 millions de francs belges ». Un autre sénateur, évaluait le cadavre à 350.000 dollars. On nous apprend aussi que plus de 250.000 enfants ont été tués au cours des bombardements.

Qui ose encore parler de conscience humaine, de civilisation, de liberté, de droits, de dignité ? Devant une telle démence criminelle ? Et vous pouvez vous étonner devant la renaissance du fascisme, dans les contrées où les troupes américaines sont en vacances ?

De toute façon, partout et à tout propos, nous devons manifester notre révolte à l'égard de tels abus de puissance qui menacent la paix du monde entier.

Les tueurs exagèrent...

N'oubliez jamais!...

TABLE DES MATIERES

	Pages
Présentation	7
Introduction	9

1925-1931

Ami lecteur	33
Les déserteurs du devoir	37
Les deux méthodes	41
L'union sacrée contre la Russie	46
Que sommes-nous ? Que voulons-nous ? Où allons-nous ?	53
Pauvre peuple !	57
Le Premier Mai !	61
L'affaire Sacco-Vanzetti	68
Ils ont assassiné Sacco et Vanzetti	80
L'innocence de Sacco et Vanzetti	82
Le mensonge de la paix !	94
Le fascisme	98
Vaincre !	104
Devant le danger	108
Responsabilité !	112

1930-1940

Notre programme	119
Réduisons la journée de travail	122
La faillite de l'économie capitaliste	127
Devant le gouffre	131
A la croisée des chemins	134
Les menaces se précisent	138
La Révolution en Espagne (I)	143
La Révolution en Espagne (II)	152
La Révolution en Espagne (III)	160
Camarades Espagnols, je vous demande pardon	166
La course à l'abîme	170

1945-1967

Le Premier Mai 1945	177
Le siècle maudit	181
Solidarité ouvrière	189

A quand la prochaine ?	193
Le chômage : fruit pourri du capitalisme	196
Plaidoyer pour les jeunes	200
Désordre capitaliste et salaires	204
Une année funeste	207
Retour vers l'abîme	210
Le monde en folie	214
Souhaits qui ne sont pas d'usage	219
Premier Mai !	222
Accroissement de la productivité	225
La réduction du temps de travail et la lutte contre le chômage	229
Il y a dix ans	234
Automation : problème n° 1	238
L'offensive de la productivité	242
La réduction du temps de travail	246
L'Europe en construction	250
Travailleurs, réfléchissez...	253
Le Marché commun européen	260
La condition ouvrière	266
Prix et salaires	272
La retraite professionnelle	276
Syndicalisme « New look »	282
Autonomie syndicale	295
Contre la régression sociale	299
L'Etat-vampire !	303
Ne l'oublions pas...	307
Croissez et multipliez !	310
Le fond du problème	314
Le temps de la honte	318
A bas la guerre !	323
Le maintien de l'Ordre	327
L'Ordre capitaliste	332
Prosperité = Austérité ou les mystères de l'inflation	335
La déshumanisation	339
Notre Premier Mai 1966 !	342
Les « tueurs » exagèrent...	347

Achévé d'imprimer
sur les presses de

L'IMPRIMERIE COOPERATIVE
« LES ARTS GRAPHIQUES »

en août 1967
à
BRUXELLES

19451207

19451207
19451207
19451207

19451207
19451207
19451207

